Gelée blanche ce matin.
Le petit mouton regarde ses manchons et trouve que c'est bien pratique.

Félix

REACTION

VOL. 5 NO. 2

DECEMBRE 1977

EN BREF

Un record a été établi à la Laurentienne la semaine dernière. Imaginez-vous un nombre effroyablement élevé d'individus entassés dans untout petit recoin (et c'est un euphémisme!). En effet, huit étudiants complets, avec manteaux d'hiver, livres et têtes, se sont retrouvés simultanément enfouis dans le local de REACTION.

A quoi attribuer un tel exploit? Les miracles ne peuvent s'expliquer rationnellement, du moins jusqu'à ce dernier événement sans précédent. La raison est si simple que tout le monde, la connaissant très bien ne trouve pas opportun de la mentionner... REACTION a un an (enfin, la dernière série.).

Donc pour tous ceux qui sont venus s'entasser dans nos "grands" bureaux, c'est à ce moment fête. Cependant, ne vous demandez pas où est la célébration; de telles festivités ne motivent pas souvent quelqu'un, encore moins ne relaxent. (5 ou 6 dissertations et examens à préparer...)

Ceux qui ont mis mains et pieds (sans mentionner d'autres organes essentiels) dans la fabrication de cette édition du temps des fêtes(?). ILs sont, de gauche à droite... de haut en bas... dans toutes les positions et postes, les suivants: Aurèle Bertrand, Jean-Yves Cayen, Rachèle Dumont, Yvon Gilbert, Marc J. Rémillard, Normand Renaud, Vivian Shalla, Donald Thibault et Sylvie Trottier.

La vie est un songe
et l'amour un mensonge

Clem

LA REVUE

Réaction

- La revue REACTION est l'organe officiel des étudiants francophones de l'Université Laurentienne.
- Les opinions exprimées sont celles de l'équipe sauf lorsqu'il s'agit d'un article signé.
- Les lettres anonymes ne peuvent être imprimées. Les pseudonymes sont acceptables si ils sont accompagnés d'un nom responsable.
- A dressez toute correspondance et soumettez vos articles au bureaux de l'A.E.F., G-7, rue des étudiants.
- REACTION parait une fois par mois, au début du mois. La date limite pour la remise des articles pour le numéro de janvier '78 est vendredi le 14 janvier.



SOMMAIRE

ECONOMIE

LA FAIBLESSE ECONOMIQUE DES CANADIENS FRANCAIS DE LA REGION DE SUDBURY

PAR DONALD DENNIE, MEMBRE DE L'INSTITUT FRANCO-ONTARIEN.

L'histoire des Canadiens français de Sudbury comme ailleurs au Canada, est une histoire de dépendance économique, l'histoire d'un groupe ethnique et national qui n'a pas pu, comme collectivité, se forger un pouvoir économique important au sein de la société canadienne.

Ce n'est que récemment qu'un secteur du Canada français, soit le Québec et plus particulièrement une certaine classe sociale au Québec, a réussi non seulement à acquérir un certain pouvoir économique mais aussi à devenir conscient de ce pouvoir au point de vouloir secouer le joug de la domination que représente la minorité anglophone au Québec. Ce qui explique, de façon très schématisée, la montée et la popularité du Parti québécois.

Les Canadiens français hors-Québec toutefois ont largement conservé leur statut de dépendants. Il est vrai que certains individus de langue française (on songe à Paul Desmarais, Robert Campeau) ont réussi à émerger dans le domaine économique. Mais comme collectivité, les Canadiens français hors-Québec demeurent en marge de la structure économique dominante, soit le capitalisme industriel. En général, les Canadiens français ont été et sont encore, en très grande majorité, des ouvriers dans les mines, les industries manufacturières ou les industries de service. Ils ont été et sont encore de petits producteurs agricoles, de petits propriétaires de commerce ou des professionnels. En somme, ils n'occupent pas une position importante dans cette structure économique et n'ont pu définir un système économique qui soit le leur, sauf peut-être le coopératisme, et qui puisse concurrencer la structure capitaliste ou tout au moins leur assurer une survie.

Ce fait est connu depuis longtemps mais ce n'est que récemment qu'il a commencé à faire partie de la conscience publique des Canadiens français et qu'il a ainsi animé des revendications plus soutenues. Les raisons et les causes de ce retard économique sont nombreuses. Il existe en somme deux écoles de pensée pour l'expliquer. La première affirme qu'il est dû aux institutions religieuses, scolaires et rurales du Canada français, institutions qui n'étaient pas adaptées à la structure économique dominante. La deuxième veut que ce soit dû à un manque de capital chez les Canadiens français, manque de capital causé par les politiques des gouvernements et des capitalistes Canadiens anglais qui bloquaient l'émergence d'une classe moyenne importante chez les Canadiens de langue française.

Je n'ai pas l'intention de discuter du bien-fondé de ces deux thèses bien que je sois porté à accepter la deuxième et à croire que c'est justement à cause des politiques des gouvernements et des capitalistes Canadiens anglais que les Canadiens français ont dû se réfugier dans des structures religieuses et rurales.

Afin d'examiner la réalité au-delà de ces débats théoriques et idéologiques, j'ai entrepris une étude, avec la collaboration d'une dizaine d'étudiants de l'Université Laurentienne, sur la structure économique de Sudbury. L'objectif principal de cette étude était de déterminer la place exacte qu'occupent les Canadiens français de Sudbury dans la structure économique de la région. De plus nous avons essayé de déterminer si cette position avait changé au cours des soixante dernières années.

...UNE HISTOIRE DE DEPENDANCE ECONOMIQUE...

Pour ce faire, nous avons dépouillé les registres d'évaluation foncière de la municipalité de Sudbury ainsi que le Sudbury Directory de 1915 à 1975. Nous avons relevé dans ces dossiers de 1915, 1925, 1935, 1945, 1955, 1965 et 1975 tous les noms des commerces de la ville ainsi que le nom de leurs propriétaires. Une fois ce premier dépouillement accompli (nous avons relevé près de 6,000 commerces dans ces septs années). nous les avons réparties selon certaines catégories: industries primaires, industries manufacturières, construction, transport, communications, commerce de détail, commerce de gros, industries de services et services professionnels. Nous avons ensuite divisées selon la langue et le groupe ethnique de leurs propriétaires.

Ce premier travail de recherches nous a permis d'arriver à certaines conclusions:

- le pourcentage de Canadiens français propriétaires de commerce à Sudbury de 1915 à 1975 n'a presque pas changé. Alors qu'il était de 16% en 1915, il n'était que de 19% en 1975. C'est donc dire qu'en 60 ans, les Canadiens français n'ont pas sensiblement amélioré leur position dans la structure économique de Sudbury si l'on s'en tient au pourcentage de francophones propriétaires de commerce. Si l'on tient compte du fait que la population française de Sudbury pendant ces 60 ans s'est maintenue à plus de 30% de la population totale de la ville, c'est donc dire que nous sommes sous-représentés au niveau des commerces.

- la faiblesse économique des Canadiens français est indiquée d'une autre façon. Ces derniers occupent des secteurs de l'économie qui demandent peu de main-d'oeuvre et peu de capital ou de mise de fonds. Ainsi, on retrouve les Canadiens français dans les domaines de la construction et du transport, du commerce de détail (principalement dans le secteur des épiceries ou des stations services), et des services (coiffeur, barbier). Dans les secteurs qui emploient beaucoup de main-d'oeuvre et qui exigent un capital imposant comme les industries primaires et manufacturières, les Canadiens français sont presque entièrement absents. Un domaine qui nous échappe presque complètement aussi est celui des institutions financières où seules les caisses populaires représentent les Canadiens français. Les institutions bancaires, de fiducie, de finances, les courtiers en immeuble et les agences d'assurance sont presque la chasse gardée des anglophones.

Ce sont là des conclusions principales de cette étude qui se poursuit et qui analyse la structure du pouvoir économique et politique de la région de Sudbury. Dans un prochain article, je donnerai plus de détails sur cette structure économique à l'aide de tableaux. Grâce à ces tableaux, il est possible de faire ressortir l'évolution économique de la ville de Sudbury au cours des soixante dernières années. Enfin, j'essaierai de dégager les conséquences de cette structure économique pour la société Canadienne française de la région.

Trois tableaux suivent cet article.
Tableau A représente le nombre des maisons d'affaires francophones et anglophones de 1915 à 1975. Tableau B démontre la pénétration francophone dans chaque secteur économique. (à lire horizontalement). Tableau C explique la répartition proportionnelle du nombre total de francophones dans l'économie Sudburoise. (à lire verticalement).

PENETRATION DES FRANCOPHONES DANS LA STRUCTURE ECONOMIQUE DE SUDBURY

TABLEAU A

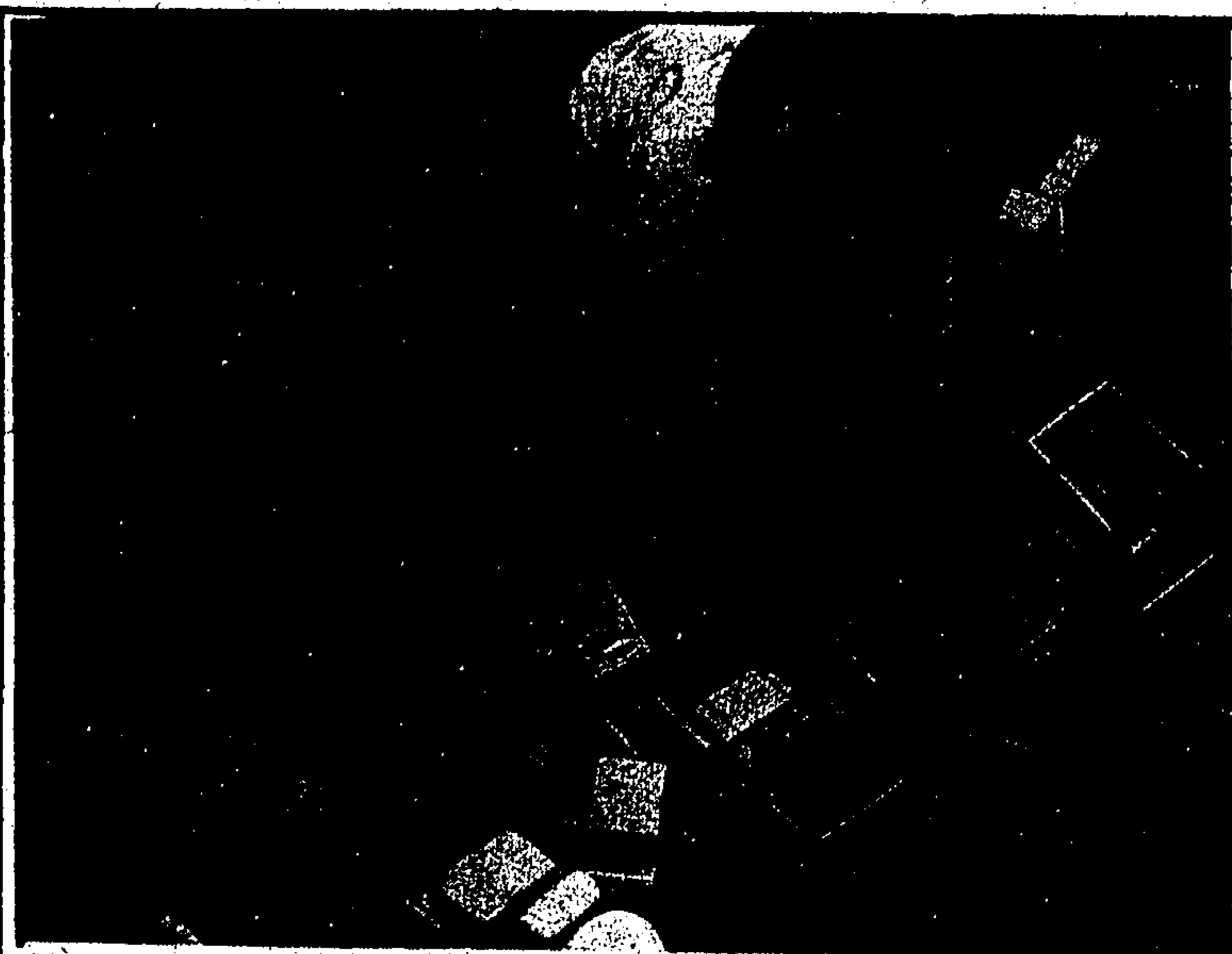
A) Maisons d'affaires de Sudbury 1916-1975

1916	Nombre Francophones	Anglophones	Pourcentage Franc.	Anglo.
1916	62	331	16	84
1925	57	311	15	85
1935	114	632	15	85
1945	143	686	17	83
1955	323	1301	22	78
1965	361	1243	23	77
1975	414	1802	19	81

TABLEAU B

B) Pourcentage des francophones et anglophones par catégories et année

Catégories	1916		1925		1935		1945		1955		1965		1975	
	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A	F	A
Industries primaires		100		100		100		100		100		100		100
Industries manufacturières	5	95	9	91	10	90	8	92	11	89	11	89	11	89
Construction	27	73	29	71	26	74	26	74	25	75	19	81	31	69
Transport & Communication	11	89	13	87	31	69	24	76	28	72	17	83	14	86
Commerce de gros		100	12	88	20	80	12	88	8	92	8	92	5	95
Commerce de détail	15	85	13	87	11	89	20	80	26	74	22	78	20	80
Institutions financières	14	86	5	95	12	88	11	89	15	85	15	85	14	86
Services	21	79	25	75	19	81	16	84	22	78	29	71	23	77
Services professionnels	2	98	10	90	11	89	15	85	15	85	26	74	14	86



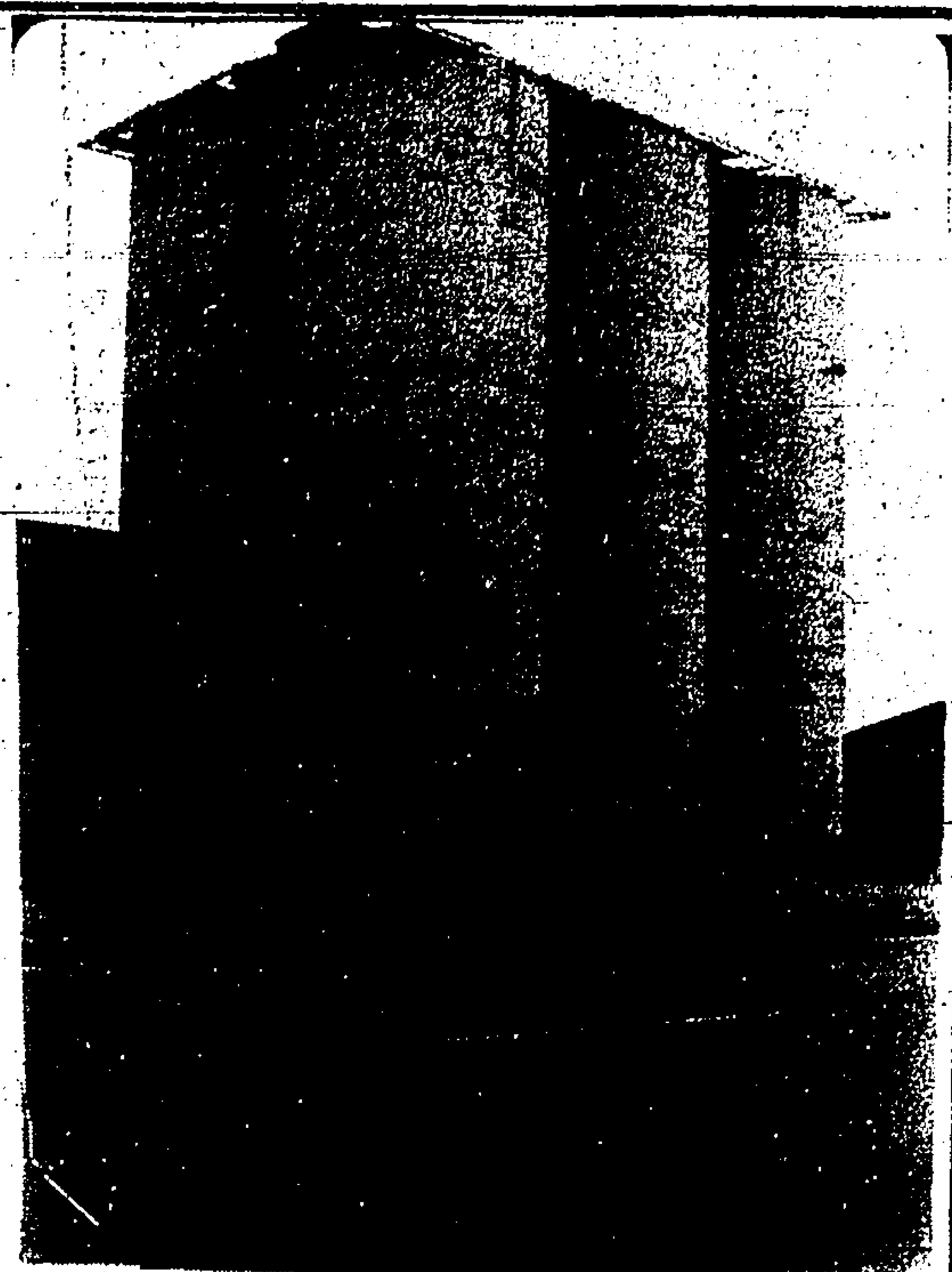


TABLEAU C

C) Pourcentage des francophones dans chaque catégorie

Catégories	1916	1925	1935	1945	1955	1965	1975
Industries primaires	- -	-	-	-	-	-	-
Industries manufacturières	2	2	3	2	2	2	3
Construction	11	7	8	5	7	6	19
Transport & Communication	2	5	4	8	6	2	2
Commerce de gros	-	4	2	3	1	1	2
Commerce de détail	31	30	21	39	40	31	31
Institutions financières	3	4	6	3	4	7	6
Services	48	44	48	31	33	35	25
Services professionnels	2	5	8	9	7	12	13
	100						

FIN.

PAROLES

LA PUISSANCE du VERBE

Et par le Logos Divin, le Kosmos fut engendré. De même, le Verbe crée de nouveaux univers, ouvre la porte de la conscience subliminale afin de lui donner accès à des galaxies et des éons de plus en plus dilatants, de plus en plus transcendants.

Par le processus du Langage, l'homme s'humanise, crée des liens dans sa pensée qui peut devenir le pont de la sublimation spirituelle de la race humaine. En disant, l'être humain actualise un germe de potentialité; la Parole sert alors comme le catalyseur des processus créateurs. Le Logos en ce moment définit concrètement une pensée qui n'attendait qu'à s'exprimer.

Coupé de sa capacité de dire, l'homme s'atrophie, s'aliène, devient primordialement psychotique. Il faut faire exploser en soi les mécanismes de l'expression afin de dépasser le moi trop limité. En s'affirmant sans cesse, on devient relié avec l'Autre et le Kosmos. Sans cette intégration impérative, l'Etre meurt, faute d'extension hors de soi. Car "no man is an island". Il faut couler avec le Flux Kosmik; il faut savoir expérimenter, au niveau même de l'Ame les énergies supra-humaines et universelles, afin de pouvoir parvenir à savoir mieux qui l'on est, ce qu'est notre destin collectif, tant qu'individuel.

"Crimson flames tied
  through my ears,
Rollin' high and
  mighty traps
Pounced with fire
  on flaming roads
Using ideas as my maps."

c1964, by M. Witmarks and
Sons, My Back Pages de Bob Dylan

"En utilisant des idées comme des cartes", on parcourt ainsi des paysages toujours nouveaux. En restant ouvert aux idées concrétisées par le Logos, le niveau de conscience s'élève progressivement.

En d'autres mots, c'est via la communication que l'on évolue, que l'on grandit, que l'on prévient une statis mentale qui n'équivaut qu'à la sclérose, qu'à la paralysie cérébrale qui ne fait que m'écoeurer.

La Parole ~~consiste~~ de vibrations qui dégagent réellement l'atmosphère: voilà le rôle du Logos. Ce n'est pas fortuit que la magie est réelle. (Je crois dans la magie blanche et noire, etc..., mais je suis en total désaccord avec cela, car c'est dangereux et trop souvent mauvais!) Une incantation magique, comme un mantra d'ailleurs, opère selon le principe peu illusoire que tout son, bien manipulé, a une vibration qui influence d'une façon ou d'une autre une partie du Kosmos ou/et du psyché. De même, pour la musique, qui peut exciter ou pacifier les passions.

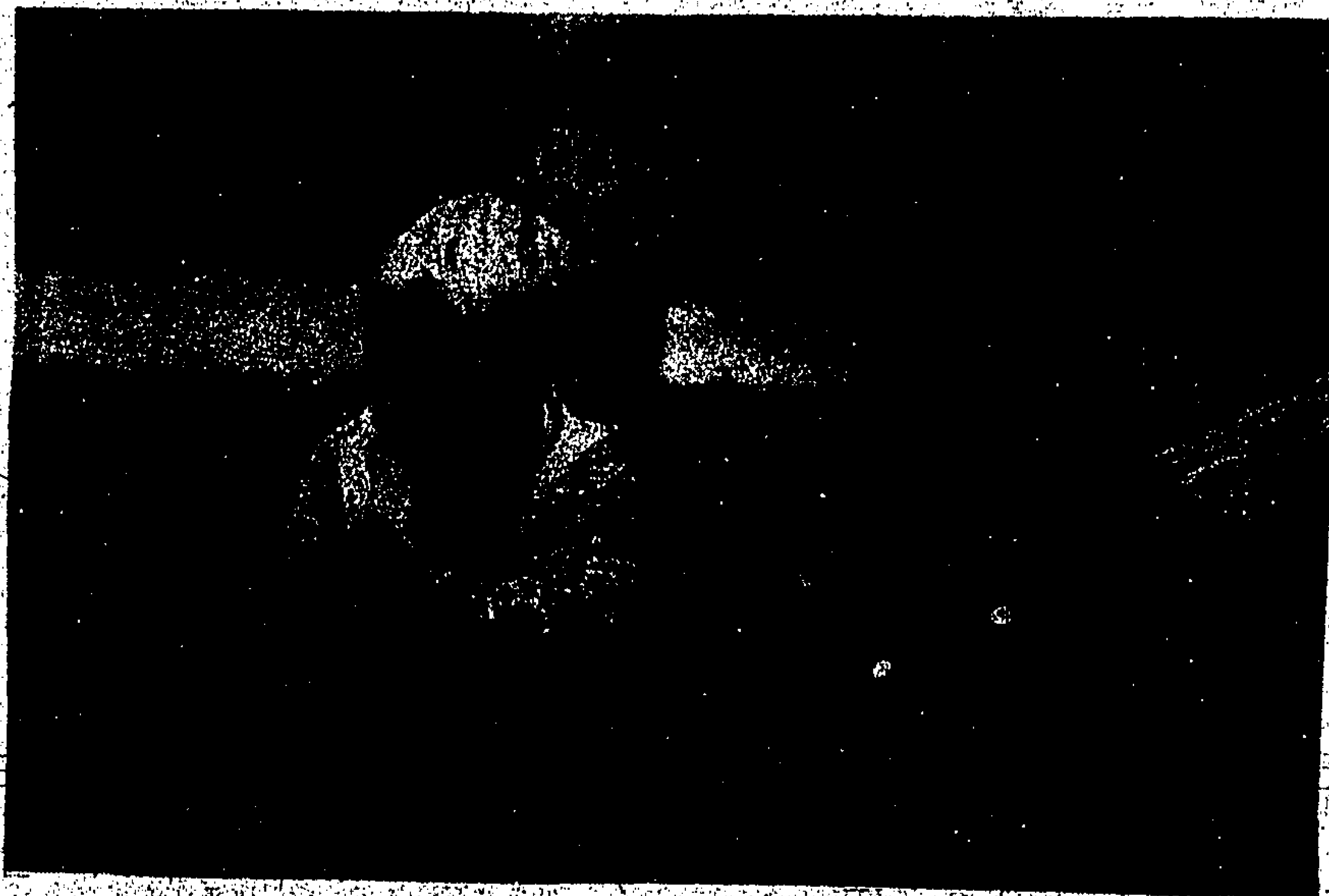
→

C'est une chose bien connue qu'un bon orateur peut manipuler, déprimer, exalter, et relever une foule seulement par la force de persuasion de son Verbe. Hitler, aidé par des forces de la magie noire (voir à ce sujet, Le matin des magiciens, de Louis Pauwels et Jacques Bergier), et par sa force verbale a pu monter la pire machine infernale de l'histoire connue. (Peut-être y a-t-il eu pire dans l'Atlantide, la Lemurie ou aucune super-civilisation maintenant disparue.)

Tout ceci ne sert qu'à prouver que le mot a une myriade de forces plus puissantes que même le meilleur cabaliste ne le croit!!! C'est par le Logos qu'avec Goethe l'on peut s'attendre à voir La Lumière se manifester; avec lui, on peut affirmer "MEHR LIGHT!"

Et La Lumière fut, est et sera. Par la luminosité du Logos, voit-on la ré-émergence de l'Ordre Universel, et la fin du tohu-bohu priméval...

Daniel Rhéaume
jeudi, le 17 novembre 1977, A.D.



"Je ne comprends pas ce-que
les grands trouvent de si
extraordinaire dans une botte.
Ya rien là."

EDUCATION

L'inefficacité du système éducationnel dans le domaine du travail

L'inefficacité des systèmes éducationnels au Canada semble tenir une des meilleures positions au palmarès des priorités gouvernementales. Dans sa proportion la plus large, le système ne répond pas aux besoins des gens.

Bien sûr, la plupart des gens au Canada ont au moins un emploi, mais ceci est dû en grande partie aux circonstances du milieu où ces gens vivent; l'éducation n'y est que pour très peu. Combien de gens au Canada sont satisfaits de leur emploi? Beaucoup de gens répondront qu'ils ne le sont pas; et au moins un million répondront qu'ils en n'ont pas.

Non seulement le système éducationnel ne répond pas à la majorité des besoins des gens dans le domaine du travail, mais la politique gouvernementale a toujours été d'encourager les jeunes gens à continuer leurs études aussi longtemps que possible, dans le but de se donner les meilleurs chances possibles d'obtenir un bon emploi, relatif aux connaissances apprises. Pourtant, si ces besoins étaient répondus adéquatement, ceci s'amplifieraient probablement dans un meilleur fonctionnement pour de la société dans son ensemble. Il est bien beau de dire aux gens, "plus on reste aux études plus les chances d'emplois sont bonnes". Mais cette vue d'ensemble est fausse. Les récentes études démontrent que les étudiants qui sortent des institutions post-secondaires ont beaucoup de difficulté à trouver un emploi, même hors le domaine de leur compétence. Les statistiques sont encore plus frappantes en ce qui concerne les étudiants sortant du niveau secondaire.

Ceci signifie donc que les gouvernements devraient commencer à considérer une refonte éducationnelle au pays: mettre en place un appareil pour répondre aux besoins dans le domaine du travail. La résolution de ce problème dans l'avenir ne pourra pas s'opérer ailleurs que dans le cadre d'un système éducationnel restructuré. Aujourd'hui le système éducationnel ne remplit pas adéquatement le besoin d'avoir un emploi relatif aux connaissances apprises. Paradoxe significatif: comme le système éducationnel ne joue plus son rôle au sein de la société canadienne, pourquoi encourager les gens à continuer leurs études tout en coupant les octrois à ceux qui en ont de besoin et qui voudraient continuer leurs études telles que prêchées par la société.

"...L'ENTRAVE AU LIEU DE LA SATISFACTION DES BESOINS DES GENS DANS LES DOMAINES DU TRAVAIL ET L'EDUCATION".

éducation... et emploi!

kakaris de bobernac!



Mais il semble que tous les responsables élus par notre société, ne considèreront même pas (du moins pas pour l'instant) un projet d'une refonte éducationnelle, ou d'une amélioration dans le but de rendre plus univoque la relation qui existe entre les niveaux d'études scolaires et les emplois relatifs à ceux-ci.

Mais il serait rêver de croire qu'un tel projet pourrait se mettre en marche pour venir en aide aux gens qui n'ont pas d'emplois. Mais que voulez-vous, si la majorité des gens sont satisfait de leur emploi ils oublieront très vite que le taux de chômage est tellement élevé parce que l'attitude des gouvernements a toujours été de projeter la meilleure image possible de leur compétence aux yeux des électeurs. Ceci revient à dire qu'on a trop souvent essayé d'embellir le style conventionnel de la société alors que la critique qui a été très peu utilisée et souvent rejetée, a certainement ses aspects positifs.

Voilà donc, une indication assez nette de la direction que les gouvernements se sont donnés, soit, l'entrave au lieu de la facilitation à la satisfaction des besoins des gens dans les domaines du travail et de l'éducation.

Donald Thibault



(5)

joyeux noël

(vous riez? mais c'est décembre déjà, non? c'est le temps
des ventes, des courses en ville dans la "sloche" pour les
cadeaux à dernière minute, des maux de tête à quoi acheter, de
se bousculer dans les foules des magasins, des aiguilles
de sapin sur le plancher, d'attendre le petit frère
dans la lignée de jeunes qui défilent devant le Père Noel
du centre d'achats pour avoir un suçon...)
oui, riez, buvez, fêtez; il faut oublier tout ça!

FETE de NOËL

soirée organisée par l'A.E.F.

le 2 décembre, 1977 à 20 h.
au salon d'administration de l'U. de S.

FEVES AUX LARD
TOURTIERES
DISCO-JOCE

SALADE FROIDE
BAR PAYANT
entrée: $0.99

viens t'lubrifier

SONDAGE

REPONSES AU "SONDAGE-REACTION"

GILLES GARANT REPOND AU SONDAGE

M.G. Garant est professeur de sc. religieuses et directeur du Pavillon Matte de l'Université de Sudbury.

1. FLECHISSEMENT DU FAIT FRANCOPHONE A LA LAURENTIENNE

Il faut d'abord reconnaître que, malgré les difficultés qu'il a à bien vivre, le fait francophone à la Laurentienne est reconnu. Il est même une des causes des maux de tête qui ne manquent pas ici.

Quant à son affaiblissement, qui est réel, il tient à plusieurs facteurs qui le causent ou l'accasionnent. Il me semble que le premier de tous est à l'intérêt même de notre communauté francophone: le vouloir vivre et le vouloir s'épanouir diminuent depuis nombre d'années. Il est juste alors d'étendre ce phénomène à tous les franco-ontariens, qui ont connu trop longtemps les luttes pour leurs droits: règlement XVII, écoles secondaires bilingues, universités bilingues. Nous sommes si peu nombreux, et le comportement des anglophiles si inconsciemment rebelle à nos revendications scolaires, qu'on nous use à combattre. Trop de guerres vident les énergies des peuples! Par ailleurs, il faut bien avouer que les minorités ont besoin d'adversaires (!), mais à la condition qu'ils ne soient pas trop nombreux ni trop constamment à l'attaque!

Le deuxième facteur pourrait bien être " Les structures et les politiques de l'Université et du gouvernement", quoique, dans une jeune université qui cherche à se situer et à s'identifier, les structures sont mobiles et sans la fermeté qui engendre l'expérience d'un long passé académique. Il n'est pas sûr, non plus, que les politiques aussi bien locales que provinciales présentent la rigidité de la suggestion formulée. Je serais, sur ce point, porté à penser que le fait francophone remonte davantage d'obstacles du climat politique "canadien" que du milieu immédiat. Les structures et les les politiques tant de l'Université que du gouvernement reflètent plutôt qu'elles ne devancent cette situation pan-canadienne. Il me paraît, à ce niveau, que la mise du pouvoir par le PQ, ainsi que ses politiques, rendent un indéniable service au fait francophone à l'Université Laurentienne.

2. LE BILINGUISME ET NOUS

Le rapport , en cette matière résume fort justement, quoique trop tôt à l'époque de sa parution, ma pensée sur la politique du bilinguisme à la Laurentienne. Nous nous en allons lentement vers une identité, voire vers une université parallèle, francophone, à la Laurentienne. Le rapport avait perçu qu'il y avait deux groupes, et que l'un de ces groupes, le nôtre, avait sa langue de communication, sa manière propre de vivre, et qui, pour le protéger contre lui-même autant que pour en manipuler positivement la réalité sur le campus, il convenait d'offrir une orientation. Sousjacente aux recommandations du rapport Hagey, il y avait cette assertion du besoin d'un bilinguisme institutionnel qui reconnaîtrait la nécessité d'offrir un milieu de vie aux francophones (reconnaissance donc du biculturalisme).

Où en sommes-nous? Etait-ce une utopie? Chose certaine, le"bilinguisme" a profité et profite davantage aux anglocanadiens de la Laurentienne qu'aux francophones. Il pourrait devenir fort payant si on accentuait davantage l'aspect culturel.

3. LE PROBLEME DU SOCIO-CULTUREL SUR CE CAMPUS

L'A.E.F. a souhaité la disparition d'un animateur socio-culturel pour les francophones. Je n'ai nullement l'intention de répéter ce que l'on sait déjà. Mais il pourrait être souhaitable que l'A.E.F. "se branche" sur une ou deux activités stables qui feraient progresser la communauté étudiante francophone. Telle pourrait devenir une Nuit sur l'Etang ou quelque chose de semblable (à rayonnement nord-ontarien); tel aussi une activité francophone à l'intérieur de la Laurentienne (comme: troupe de théâtre, etc.). On a historiquement tendance à tout changer, à toujours tout remettre en question. Et la population étudiante francophone ne sait jamais d'avance à quoi s'attendre. L'A.E.F.n'a pas encore acquis un visage familier.

4. L'UNITE CANADIENNE ET NOUS

Faites connaître, étudier, évaluer Les Héritiers de Lord Durham . Ensuite seulement pourrons-nous prendre position et offrir à l'Université Laurentienne un rôle valable dans le débat actuel.

5. ORIENTATIONS NOUVELLES POSSIBLES

Il faut que tout au long de la ligne verticale, nous ayons une représentation coordonnée: administratif (Vice-Président académique et socio-culturel. Je crois tuojours que plus nous aurons diversité de représentation, plus la coordination des niveaux sera assurée par un quasi bureau de gouverneurs (vg Comité du bilinguisme et du biculturalisme), plus nous aurons de chances de bâtir stablement ce que nous émettons dans des efforts de balkanisation.

6. OPTIMISME OU PESSIMISME

S'il faut admettre l'amusant slogan "Quand le Québec éternue, le Canada a la grippe", on peut penser que plus le Québec sera rigoureux, plus la francophonie sera amenée à se développer à la Laurentienne.

JEAN ST LOUIS AMORCE UNE REPONSE AU SONDAGE

Jean St-Louis est étudiant en 4 année-Science politique.

Le fléchissement du fait franco-ontarien à la Laurentienne peut s'attribuer à de nombreux facteurs tel que démontré par Dorais, Ribordy et Cazabon dans votre premier numéro. Fondamentalement, ce sont les mêmes causes, lesquelles depuis dix ans, nous reformulons, nous répétons, nous analysons à la lumière des mêmes stratégies intellectuelles. D'autres encore se sont ankylosés dans un verbalisme insignifiant en s'improvisant "poètes" et satisfaits que la masturbation des mots est suffisante pour définir le Franco-ontarien: "un cul-de-sac en plein océan" a dit l'un et l'autre, désireux d'immortaliser sa profondeur d'esprit ajoute plus tard que non, c'est "un monstre détaché de son corps". Doux Jésus...

Dans la grande majorité des cas, nos définitions académiques du phénomène franco-ontarien se sont limitées à des abstractions culturelles détachées à un tel point de la minorité de laquelle nous faisons partie que nous avons pratiquement perdu contact avec elle. Le Franco-ontarien ce n'est pas que les étudiants de la Laurentienne, ou l'ACFO ou notre système d'éducation en langue française! Les Franco-ontariens sont, pour la plupart des travailleurs: des mineurs, des ouvriers et ainsi de suite. Si notre conception de "Franco-ontarien" exclut ces gens là (et c'est l'impression que j'ai) nous faisons fausse route. Nos tentatives de définir ou de créer une "culture franco-ontarienne" sont vaines et inutiles; elle existe déjà. Notre rôle est de la renforcer, non pas de la nier. D'oeuvrer dans ses cadres.C'est nous qui sommes les acculturés et les amorphes;pas la majorité des Franco-ontariens.

"Culture" implique beaucoup plus que la poésie, le chant ou le théâtre. Le travail aussi est "culturel" et porte beaucoup plus de signification que nos caricatures élitistes de ce que nous entendons par "culture". Si la "culture" franco-ontarienne veut survivre, elle devra se faire dans les cadres d'une culture des travailleurs.

Combien de nous, membres de la communauté universitaire, étions au ralliement des mineurs, dimanche le 20 novembre dernier? Voilà comment les structures et les politiques de l'université ont perdu (s'ils l'ont déjà eu) contact avec le milieu; les étudiants inclus. Nous nous entêtons à renier les fondements de notre existence. Si le fait francophone s'affaiblit à la Laurentienne comme ailleurs dans la province, c'est que ses leaders se sont détachés de la population dans laquelle ils ont pris naissance. La question de survivance linguistique m'apparait donc comme étant importante, certes, mais dans un sens accessoire à un phénomène plus global, à une culture plus totale. L'un n'exclut pas l'autre. Au contraire, l'avenir de la francophonie ontarienne dépend de l'ajustement que ses "leaders" pourront faire dans leurs perspectives pour se rapprocher de leurs gens.

Les gestes que nous avons posés jusqu'à présent, selon les prémisses que nous avons adoptés pour orienter nos actions ont été insuffisants; l'assimilation fait toujours des ravages dans nos rangs, la conscientisation vis-à-vis le fait franco-ontarien ne se fait pas. D'autant plus il me semble évident que nous souffrons d'un manque de direction; nos objectifs sont imprécis, nos solutions palliatives, nos succès éphémères et distancés.

L'orientation présentée ci-haut offre une alternative à la stagnation. Nous n'avons rien à perdre.

WAYNE MOGENSEN REPOND AU SONDAGE

M.W. Mogensen est professeur d'Histoire.

Il me fait plaisir d'apporter ma réponse au sondage du journal Réaction. Je vais donc répondre là où je peux et sans prétendre d'être en mesure de dire quelque chose d'utile sur tous vos questions, bien que j'estime que le sondage soulève plusieurs points de la plus haute importance.

1. FLECHISSEMENT DU FAIT FRANCOPHONE A LA LAURENTIENNE

Vous dites que le fait francophone à notre université n'a pas connu depuis dix ans les progrès que l'on aurait pu espérer. Certes, cela est incontestable. D'ailleurs le meilleur critère pour mesurer ce phénomène est la proportion des étudiants francophones par rapport à l'ensemble des inscription à l'université. Elle n'est pas aussi considérable qu'elle a été il y a dix ans. Le point le plus bas se situe vers 1973-1974, où seulement 13% des étudiants inscrits à l'Université Laurentienne se déclaraient francophones. Cependant, depuis lors un tournant se précise, et maintenant la tendance est plutôt à la hausse (même si l'on fait abstraction de l'intégration de l'Ecole des Sciences de l'Education à l'Université). Aujourd'hui, la proportion d'inscrits francophones doit se situer à environ 18% à 20%. Ce n'est pas encore une situation idéale, car cette proportion est encore bien inférieure à la proportion des francophones dans la population, mais cette situation est incontestablement meilleure qu'elle n'a été il y a cinq ans. Les choses peuvent continuer à s'améliorer à condition que l'Université poursuive l'élargissement de l'éventail des programmes disponibles en français sans pour ce faire sacrifier les secteurs déjà établis. L'introduction d'un élément francophone à l'Ecole des Infirmières en septembre dernier montre que cela est possible dans la conjoncture actuelle: en l'occurrence il a fallu l'appui du gouvernement par le biais de fonds spéciaux de démarrage et l'enthousiasme montré par les membres de la faculté de l'Ecole. L'assouplissement que l'on peut sans doute prévoir dans le fonctionnement de l'octroi du bilinguisme permet de croire qu'il sera possible de poursuivre dans cette voie à l'avenir. D'autre part, on dit que l'Administration actuelle de l'Université est bien disposée à l'égard du développement de la francophonie ici.

2. LE BILINGUISME ET NOUS

Les franco-ontariens sont presque tous bilingues déjà, et je pense que la plupart d'entre nous ne sont pas mécontents de l'être, car le fait d'être bilingue nous est une source de fierté et nous permet de participer aux deux grandes civilisations qui existent côte à côte dans notre pays, et qui co-existeront probablement toujours dans cette province aussi. L'existence de l'Université Laurentienne et la politique de bilinguisme qui lui donne le visage que l'on connaît sont le résultat et l'incarnation de ce sentiment. Toutefois, il semble évident qu'à l'heure actuelle les étudiants dont la langue maternelle est l'anglais éprouvent davantage de difficulté que leurs homologues dont la langue maternelle est le français à profiter de l'occasion que leur procure l'existence d'une université bilingue. Ce serait très souhaitable si aussi bien l'Université que leurs camarades francophones pouvaient d'une manière ou d'une autre les encourager à essayer de vivre un peu en français aussi et de s'y sentir à l'aise.



Il me semble que le bilinguisme à la Laurentienne a été profitable aux francophones à titre d'individus, et il le sera de plus en plus à la collectivité francophone au fur et à mesure qu'il s'étend à tous les secteurs de l'Université. L'Université ne réalisera pleinement son mandat que le jour où tous les programmes seront accessibles dans les deux langues.

3. LE PROBLEME DU SOCIO-CULTUREL SUR CE CAMPUS

Le Service d'Animation de son côté et l'AEF du sien ont oeuvré très utilement par le passé à mettre sur pied des fêtes, des causeries et des évènements divers. Il y a deux ans, je crois, il y a eu une série de conférences à l'heure du déjeuner que personnellement j'aimerais voir se renouveller. Les étudiants avaient invité divers Sudburois francophones à venir s'exprimer sur un sujet d'intérêt général et le tout a connu un succès considérable.

4. L'UNITE CANADIENNE ET NOUS

Dans le débat sur l'unité canadienne, il semble que pour le moment la parole est au peuple du Québec et aux hommes politiques dans les gouvernements fédéraux et provinciaux. Cela est vrai dans un sens, mais est-ce que nous sommes pour autant entièrement hors du jeu des évènements. Absolument pas. Si nous souhaitons qu'il reste au moins quelque chose d'un pays ou d'une communauté représentant un ensemble canadien français et anglais, ne serait-ce qu'en vue du maintien de nos droits, chacun y peut quelque chose. Ce quelque chose me paraît évident: travailler individuellement et collectivement à obtenir satisfaction pour nos revendications auprès des hommes politiques. Ils sont davantage disposés à écouter et à agir maintenant qu'ils ne l'ont jamais été par le passé pour des raisons que vous connaissez aussi bien que moi. Or, les décisions en matière d'éducation sont du ressort des gouvernements provinciaux, et les Ministères d'Education des provinces canadiennes ont établi une formule de co-opération entre eux dans le cadre du Conseil des Ministres d'Education. Les universités francophones hors Québec à titre individuel auront du mal à se faire représenter auprès du Conseil, mais collectivement elles auraient une voix autrement plus puissante. L'Université Laurentienne a certainement intérêt à poursuivre activement le dialogue qui s'est amoreé récemment sur l'initiative de Monsieur Deslauriers du Conseil Consultatif des Affaires Franco-Ontariennes, et visant à établir un cadre de co-opération entre les Universités francophones hors Québec. Les résultats pourraient être excellents pour le développement du bilinguisme ici.

5. ORIENTATIONS NOUVELLES POSSIBLES 6. OPTIMISME OU PESSIMISME

L'administration de l'Université Laurentienne est collégiale; ce qui veut dire que tous les membres de la communauté universitaire ont en principe leur mot à dire. Les francophones, étudiants et professeurs, sont représentés à divers niveaux par des associations et des conseils, ainsi que dans les comités et dans l'administration propre. S'il est vrai l'administration est acquise à l'idée de promouvoir le bilinguisme dans l'Université, je crois personnellement que la voie est ouverte à une amélioration notable de notre situation.

Mais il subsiste des ombres dans le tableau. Dans mon propre département, nous essayons de défendre aussi bien que nous le pouvons nos programmes en français. Depuis longtemps, trois positions dans le Département d'Histoire ont été considérées comme francophones. Maintenant, malheureusement, nous courons le risque de perdre une des positions francophones, parce que le Département a trop longtemps été amené à accepter des nominations temporaires pour ses enseignants francophones, les rendant ainsi vulnérables aux pressions budgétaires. Si nous perdons un enseignant francophone, nous ne serons plus en mesure d'offrir ni une maîtrise en français ni une concentration. Il serait vraiment dommage que les progrès du bilinguisme dans certains secteurs de l'université soient annulés par des reculs dans d'autres secteurs déjà établis.

En effet, il faudrait préciser ce que l'on veut dire par le bilinguisme à l'Université. Le mot se prête à tant d'équivoques, que si on l'emploit sans le définir on risque de ne pas être compris. Donc, je veux dire par bilinguisme l'existence dans chaque école ou département des programmes entièrement en français qui côtoient de programmes entièrement en anglais. Cela n'oblige personne à prendre tous ses cours dans la même langue, mais s'il veut le faire, il le peut. Si l'étudiant francophone est obligé de prendre une partie de ses cours en anglais alors que la même obligation n'existe pas pour l'étudiant anglophone, je regrette de le dire, le bilinguisme peut devenir une simple machine d'assimilation d'une minorité par une majorité. Or tous ceux qui sont honnêtement partisans du bilinguisme ne peuvent vouloir cela. C'est pourquoi il faut défendre pied à pied les programmes entièrement disponibles en français qui existent déjà, en même temps que nous essayons d'en créer de nouveaux. Ce qui plus est, dans les cours qui sont dispensés en français, les manuels et les bibliographies devraient, dans la mesure du possible, ne comporter que des ouvrages en français. Dans certaines domaines techniques, il est évident que la nécessité peut parfois faire loi, mais ces cas formeraient on l'espère l'exception plutôt que la règle. Si le bilinguisme n'implique pas l'égalité des langues, on peut se demander en quoi il consiste.

Wayne Mogensen
Département d'Histoire

REACTION s'excuse, M. Ménard, d'avoir besoin de ses deux vieux bureaux . Nous nous excusons, aussi, d'avoir besoin d'un peu plus de place pour grouiller que ce que vous nous avez laissé. Nous vous excusons mal d'accorder si peu de priorité aux intérêts des étudiants francophones.

POLITIQUE:

AFFAIRES ETUDIANTES

Les réflexions et les opinions suivantes présentent une prise de position de la revue REACTION, non pas seulement en ce qui a trait à l'orientation des étudiants francophones, mais aussi face à une mobilisation de l'élément français qui devrait s'organiser à la Laurentienne. Les lignes qui vont suivre ne se veulent pas absolues, finales. Nous, de REACTION souhaitons plutôt fouetter l'esprit des étudiants, des professeurs et des autres divers membres de la communauté francophone à la Laurentienne. Fouetter vers la conscientisation des problèmes communs, non pas vers un conflit interne déjà trop sérieux qui envenime l'existence française à la Laurentienne, Ouf! et ailleurs.

Voyons ce que l'A.E.F. réalise, ou ce qu'elle devrait faire, face à ce problème sérieux.

Le problème, l'hypothèse de base est la suivante. Grâce à certains membres de son exécutif qui ont pris une tournure plus administrative que populaire, l'Association des Etudiants Francophones s'aliène à une situation qui diffère globalement du rôle que cet organe avait reçu lors de sa formation il y a 4 ou 5 ans. Une telle déclaration peut paraître sévère et même anti-A.E.F. IL est à espérer que les propos ou plutôt la critique qui suit ne sera pas vu comme désireuse de la dévalorisation de l'organisme essentiel qu'est l'A.E.F. IL est à souhaiter que vous, lecteurs, verrez le désir constructif émis par cette explication.

Attaquons-nous au problème du rôle de l'A.E.F. Les dirigeants actuels de cet organisme sont beaucoup plus occupés à justifier quantitativement (par la bureaucratisation) l'existence de l'A.E.F. que de l'orienter qualitativement (par des actions quelconques) de façon à conscientiser la masse d'étudiants francophones face à certains problèmes pour ensuite faire pression auprès des autorités administratives de la Laurentienne dans le but d'assurer le respect de nos droits fondamentaux. Préconise-t-on une telle méthode à l'A.E.F. de cette année? Une phrase très éclairante à ce sujet se retrouve dans l'article du président de cet organisme, Robert Houle (Voir le dernier numéro de REACTION).

"Il est très important, déclare-t-il, de promouvoir le fait français à l'Université Laurentienne, et d'ailleurs ceci fait partie du mandat du conseil de l'A.E.F." Ces mots sont vides de l'énergie et du désir fondamental qui devrait motiver l'Association des Etudiants Francophones. Son but explicite ne devrait pas simplement être de promouvoir le fait français. L'A.E.F. en tant qu'organisation politique doit chercher à faire pression sur les autorités universitaires afin que celles-ci reconnaissent certains droits et donc certains pouvoirs aux francophones de ce campus. Afin que ces revandications aient plus de poids, tous les francophones, une fois renseignés par les têtes de file, soient les membres de l'exécutif à l'A.E.F. doivent faire front commun dans leurs revandications. Sinon nous seront bientôt témoins de l'élimination du secteur francophone, intégré dans la voie trompeuse du"bilinguisme" qui s'avère l'arme de l'unilinguisation.

Cette année, les occasions de mettre bien en évidence certaines injustices flagrantes, et de les régler, sont multiples. IL y eut tout d'abord la disparition de la journée d'inscription réservée aux francophones. Ensuite relocalisation de votre journal "REACTION" de bureaux comfortablement spacieux à un recoin étouffant et opprimant. Mais le plus sérieux de tous, (si on peut hiérarchiser l'agonie) c'est la coupure massive subie par le Service d'Animation, l'organe socio-culturel francophone le plus important à la Laurentienne, subventionné, nous dit-on à 100% par l'argent de la subvention pour le bilinguisme.

L'administration refuse tous les candidats au poste d'animation vacant depuis la mi-juin dernière et ce même avec la suggestion d'en engager un seulement à temps partiel, pour le coût minime de 2,000 dollars. (Cette petite impasse ressemble beaucoup à l'histoire d'une des grosses machines bancaires canadiennes qui se déclarait "incapable" de trouver une femme assez compétante pour siéger sur son exécutif.) Maintenant le Service d'Animation n'est qu'un mythe. Il n'a plus lieu physique, plus d'animateur, à peine une secrétaire (celle-ci se retrouve à l'A.E.F.). L'argent qui reste à distribuer à différents projets représente à toute fin pratique les dernières ressources de "feu" Service d'Animation qui nous reviennent.

On semble peu s'inquiéter, chez certains dirigeants à l'A.E.F., de ces coupures dans le pouvoir des Franco-Ontariens.

Prenons, par exemple, la question de la disparition de la journée d'inscription réservées aux francophones. Tel que me rapportait le vice-président de l'A.E.F., Guy Desmarais, il n'était pas important, selon lui, de conserver cette journée francophone, pourtant essentielle. L'A.E.F. nous disait-il, devait plutôt tenter de créer un atmosphère français intégré à l'inscription bilingue. Mais comment peut-on concevoir une atmosphère aussi artificielle: on ne rejoint même plus effectivement les étudiants francophones et on se contente de consommer comme les parasites que nous sommes par définition dans cette université. Il nous faut récupérer cette journée d'inscription française. C'est la base de cette "atmosphère". Elle représente aussi la reconnaissance de l'existence et de l'identité propre de la francophonie tel qu'on se plait à le publier dans les milieux officiels. Mais que peut faire l'étudiant francophone si certains de ces leaders refusent de poser l'action en vue d'obtenir des droits essentiels, fondamentaux? A la question à savoir s'il serait prêt à protester en vue d'obtenir cette journée francophone à l'inscription, notre même vice-président nous a répondu "non". Au sujet du journal et de sa relocalisation, mentionnons, que la relocalisation, nous-dit-on, se fait sur ordre de l'Administration, de façon unilatérale. Cependant s'il n'existerait pas une certaine "différence d'attitude" idéologique entre certains membres de l'A.E.F. et ceux du Journal, peut-être serions nous capables d'affronter, d'opposer de telles décisions toujours réalisées sur le dos, des francophones.

En ce qui a trait au Service d'Animation, il faut souligner une fois de plus l'idée que certains membres influents à l'A.E.F. s'en font. On croit comme nous le déclarait encore une fois M. Guy Desmarais, que le Service d'Animation n'était pas mal en soit, mais que toutefois l'idée d'un animateur ne lui semble pas très bonne. Un animateur, selon le vice-président étudiant ne rempli que la fonction de "travailleur social"; son salaire ne peut se justifier ainsi.

Mais alors, qu'est-ce que le Service d'Animation sans animateur, (qui n'est pas selon Réaction un "travailleur social" par définition). Si le salaire d'un animateur à temps plein, <u>payé par des fonds du gouvernement provincial octroyés spécifiquement pour le bilinguisme à l'Université, il faut le souligner</u>, ne plait pas aux directeurs de l'A.E.F., pourquoi ne pas avoir, <u>au moins</u>, fait pression afin qu'un individu à temps partiel soit engagé, ce qui aurait peut-être sauvé tout les argents de cet appareil, non pas seulement pour cette année mais pour les temps à venir.

Devant la menace de la disparition probable du Service d'Animation pour l'an prochain, Réaction, pose deux demandes. Que le Service d'Animation soit remis complètement sur pied l'an prochain, avec un budget total, c'est-à-dire au moins $38,000 tel qu'il était au début de l'été 1977. Qu'il y ait un animateur à temps plein, une secrétaire, un bureau bien équipé et bien localisé. Enfin que l'Administration promette que le Service d'Animation ne sera plus sujet à des coupures proportionnellement plus élevé que d'autres organismes.

A l'A.E.F., Réaction demande simplement de cesser de se méfier des membres du journal et de s'unir à eux afin de voir à ce que les conditions mentionnées ici soit respectés par l'Administration. Il en va de même pour la journée d'inscription qui doit revenir aux francophones. Il faut cesser notre chamaillage quotidien et passer à l'action. La survie francophone et l'Université Laurentienne en dépendent.

Une rumeur circule maintenant à l'effet que l'Administration songe à faire installer des machines distributrices dans le local de l'Entre-Deux. Tous pourrait s'y servir, la salle étant ouverte 24 heures sur 24. Réaction s'oppose à une telle idée. Mille cinq cent dollars furent défrayés l'an passé à la rénovation de ce local, l'argent provenant des fonds du Service d'Animation et de l'A.E.F., donc du secteur francophone, pour aménager un lieu de rencontres informelles à caractère francophone.
-Allons-nous nous faire exproprier? Présentement l'Entre-Deux est très bien située. Il serait donc très regrettable de songer à déménager et à réamménager notre seul lieu de rencontres.

L'administration ne semble pas comprendre l'importance de l'Entre-Deux, dans son esprit et dans sa situation actuelle, pour les francophones. L.A.E.F. doit donc se charger d'informer la direction universitaire du danger que représente leur projet "machine à cochoneries" pour l'avenir de l'Entre-Deux en tant que l'unique centre de rencontre des francophones.

Certains dirigeants étudiants tentent de nous expliqués "que sans certaines conditions", l'A.E.F. serait prête à faire place au projet "machine à cochoneries". Réaction s'oppose catégoriquement à tout aménagement d'un centre commercial dans le local actuel de l'Entre-Deux. Les francophones doivent conserver et <u>mieux aménager</u> le local actuel selon la vision première de l'Entre-Deux comme lieu de rencontre pour les francophones, et non comme cafétéria.

Devant tous ces faits accomplies et ces idées dévastatrices, l'A.E.F. se contentera-t-elle encore de tout justifier après le fait comme pour le service, comme pour la journée pour l'inscription des francophones comme pour la relocalisation du journal?

L'A.E.F. doit réagir cette fois. Elle doit s'appliquer à répendre le chemin perdu durant les quelques derniers mois. Il n'est pas trop tard. Cependant la question est la suivante: sommes-nous, étudiants francophones, prêts à défendre nos droits?

REACTION.

FORUM



OPINIONS DES LECTEURS

LE SERVICE D'ANIMATION . . . DU TRAVAIL SOCIAL ?

Lors d'une entrevue personnelle avec le Président de l'Association des Etudiants Francophones, Robert Houle, et plus tard avec le vice-président Guy Desmarais, chacun m'a appris la raison pour laquelle l'A.E.F. n'avait pas tenter de faire pression à l'administration pour qu'un individu remplace l'animateur en chef au Service d'Animation. La réponse fut brève et simple... Les francophones selon eux n'ont pas besoin d'un"travailleur social pour les guider.

Je demande donc la définition d'un travailleur social, car, personnellement je n'ai jamais considéré le Service d'Animation ou le poste d'Animateur comme remplissant la fonction de travailleur social. Le fait de réunir les étudiants francophones et de tenter une discussion afin d'aboutir à un rapprochement des éléments (telle que la réunion au Fraser en novembre ou décembre '76) si ça c'est du travail social, je doit dire que vous n'y êtes pas.

Mais si d'autre part tu parles des événements socio-culturels qui se sont réalisés l'année dernière (ex. la Franco-Fête), et bien je dis que premièrement, ce n'était pas une mauvaise idée. De plus, si telle est votre définition de travail social,l'A.E.F. cette année semble se confondre avec le Service d'Animation. Il s'agit simplement de regarder le montant alloué au Comité d'Animation Sociale (1/5 du budget total de l'A.E.F.) et au programme global de l'A.E.F. Rien du côté de l'action politique mais plutôt une forte tendance à la bureaucratisation, soit un mouvement vers l'inaction (voir le livre de Boren "If in doubt Mumble - A bureaucrat's handbook").

Si,par ailleurs,vous reliez votre définition du Service d'Animation à l'expérience obtenue l'an passé, la discussion pourrait s'avérer interminable, car il semble que vous ne discutez pas de la valeur du Service comme structure mais plutôt de l'expérience des personnes qui y

(suite,voir p.25)

ANTI-

REVOLTE: "... LE RUGISSEMENT DE MON AME..."

Je vocifère cacophoniquement la crispation intérieure que j'éprouve contre les matraqueurs de nos libertés, soient la R.C.M.P., la C.I.A., la F.B.I., la K.G.B., l'Interpol, etc... AD NAUSEAM, ainsi que tous les tyrans politico-économiques coupe-gorges du Kosmos. Ma désapprobation à leur égard contient le rugissement de mon âme semblable à la ruée chaotique de mille Krakatoa en explosion. Ma pensée rumine trop mal tous les génocides, tous les crimes capitalistes, communistes, etc.

Je refuse de participer à toute politique qui manipule, exaspère ou/et broie les os et les esprits de leurs proies trop souvent ignares ou/et innocents. Criant contre les tortures de tous les pays du monde, je me radicalise de plus en plus, de sorte qu'un jour on voudra éclipser le tonnerre de mon être qui se déploie à exposer toute hypocrisie, tout crime, toute avarie commis au nom d'une idéologie quelconque.

Je ferai mon possible pour rabattre les rouages sclérosés de toute forme de tyrannie, soit-elle politique, économique ou autre. Avec mes délires verbaux de Sagittaire survolté, subversif, écoeuré, iconoclaste et hyperkinétique, je désintégrerai à coups de machète mentale toute injustice, toute paralysie et/ou complaisance cérébrale. Je serai un catalyseur cataclysmique pour la sublimation de la race humaine encore généralement trop myope.

Je ne mentirai pour personne, même pas pour l'imminent Antéchrist qui sera le chef d'un gouvernement mondial de paix illusoire. S'il faut m'assassiner pour mes opinions, alors je préférerai ce sort que de me prostituer spirituellement ou intellectuellement pour aucun automation régularisé et deshumanisé du Pouvoir trop mondain. Mon anti-establishmentarianisme non-conformiste qui ne peut, malgré moi, accepter aucune compromission me verra - je le pressens intensément depuis longtemps déjà!-, devenir martyre pour La Cause Kosmik auquel je parie toute mon existence. Cela m'effraie et me déprime en même temps, mais qu'importe la nuit de mon âme trop prémonitoire, si je dois me sacrifier pour ne pas mentir ou m'avilir socio-politico-économico-spirituellement, alors je le ferai... (Oh! Dieu! comme le fardeau d'avoir trop de potentiel est lourd! Je me sens personnellement responsable pour changer ce que je peux! C'est mon destin pénible...)

Parfois, j'aimerais pouvoir, pour un seul instant, vivre une vie normale, sans les pressions intolérables de cette force surhumaine qui me pousse toujours au-devant de moi-même. J'aimerais pouvoir, pour une milliseconde, devenir moins impliqué dans tout ce qui m'entoure. Mais une telle apathie n'est certainement pas pour moi, ni le niveau de conscience si peu élevé et trop impertinemment indifférent de la plèbe paralytique.

Je me cramponne créativement en plus obstinément contre l'usurpation spartiate du pouvoir et de la finance par les multinationales qui se paient des profits obtenus par le sang de leurs victimes sans défense. Ces machines manipulatrices, ces Gargantua exécrablement trop parasitaires, ces crématoria capitalistes, charlatans de leurs murales frauduleusement farfelues sont des schèmes aliénantes systématiques qui mettent mon esprit en boule d'éclair prêt à faire éclater la véhémence de ma contestation inconditionnelle.

Non! Je ne veux guère épouser les alibis des idéologies politiques, toutes aussi répressives les unes que les autres. Je ne crois dans aucun système politique quelconque, sauf dans la libération et la décolohisation progressive de la Révolution Civile Mondiale imminente (sans toutefois approuver le terrorisme nucléaire ou/et aucun assassinat, ni violence) qui peut se faire sans sang), dont la séparation inévitable du Québec fait partie, et la christocratie du prochain millénaire.

Comment ne pourrais-je point condamner toutes les avaries commises pour mammon (ça ne mérite pas de majuscule!)? Puis-je dire que je suis un humain conscient si je m'atrophie dans la complaisance de tout le monde aveugle, si je n'ose pas briser le silence stagiaire apathique qui ne fait que perpétuer les horreurs d'un monde qui devient journalièrement plus oppressif, de plus en plus comme une dictature mondiale, un village global totalitaire et machiavélique! Comment oserais-je rester indifférent aux juntes militaires latino-américaines au racisme, à la guerre, aux crimes cachés qui sortent du cachot infernal des sauvageries sataniques d'agences telles la, C.I.A., la R.C.M.P., la K.G.B., l'Interpol, le nazisme underground, etc..., si atroces qu'elles me brûlent et me percent comme des rayons laser?

Il y a trop à dire, trop de choses à faire, à changer, pour que je puisse jamais me taire. Je dirai tout. Je risquerai les répercussions des chefs ou/et des puissants afin de dévoiler la vérité atroce pour aider à construire, avec le Christ, la Christocratie, l'Age d'Or du Verseau de demain. Comme Soljénitsyne, Sakharov, Lillian Hellman, Gandhi, Martin Luther King, Jane Fonda, etc... je combatterai jusqu'à la mort, préméditée par les réactionnaires, pour la Liberté, l'Infini, l'Azur, l'Altruisme Kosmik, etc... Tout le reste m'importe peut. Je ne serai satisfait que lorsque j'aurai tout fait pour aider à façonner un monde plus ouvert, libre, joyeux pacifique, musicale et jubilant dans l'apothéose dilatante de la Christocratie après l'an 2000 A.D., approximativement...

Daniel Rhéaume
jeudi, le 17 novembre 1977, A.D.

Forum (suite de la page 23)

ont oeuvré l'an passé. J'appelle cela du comérage, car tout ce qui peut ressortir d'une telle pensée n'est qu'un ressentiment entre individus. Telle attitude non-constructive n'a pas de place dans l'étude des structures et des améliorations possibles.

Même si selon vous, le Service d'Animation n'est qu'une fonction dénigrante de service social (affirmation très discutable tel que vous pouvez voir) il est cependant nécessaire de porter la discussion aux oreilles de tous les étudiants francophones. Vous, à l'A.E.F. devriez favoriser la présentation des faits et des opinions divergeantes au sujet du Service (il en va de même pour beaucoup d'autres questions). A la suite d'une telle discussion, il serait possible de décider justement ce la nécessité ou de l'inutilité de s'opposer à la disparition du poste d'animateur au Service d'Animation.

Cependant si seuls les dirigeants prennent des décisions aussi importantes, suivant leur propre opinion, il n'y a pas représentation, mais plutôt décision individuelle. L'A.E.F. ne peut se permettre un tel état de fait.

Jean-Yves Cayen

ACTIVITES

LETTRE DU PRESIDENT

Bonjour le monde!

L'Association des étudiants francophones dont tu fais partie (et pour laquelle tu paies $27.00 pas année) t'invite à venir célébrer Noël, le 2 décembre au salon de l'Administration de l'Université de Sudbury. Accroche tes jeans, mets-toi sur ton trente et un et viens danser sur la musique de "Disco-Joce". De plus on te servira un bon repas vers la fin de la soirée. Amène ton monde et viens t'amuser en français!

En passant, l'A.E.F. te signale que de nombreuses activités sont planifiées pour le reste de l'année, et la liste n'est pas fermée. Si tu as des idées et des suggestions, viens nous voir sur la Rue des Etudiants, local G 7.

Il y aura dix télé-interviews au courant du deuxième semestre. Les interviews seront faites par téléphone. Grâce à des moyens techniques il sera possible d'amplifier la voix du conférencier. Si vous avez des suggestions au sujet des conférenciers que nous pourrions interviewer, faites-nous parvenir leurs noms.

Le Carnaval de l'Université Laurentienne aura lieu du 28 janvier au 5 février 1978 inclusivement. Le comité d'animation sociale de l'A.E.F. organisera une danse du bon vieux temps le 28 janvier au Grand Salon. Le mardi, 31 janvier, il y aura une promenade en traineau suivie d'une danse.

La Franco-Fête aura lieu du 4 mars au 11 mars 1978. Nous sommes fiers d'annoncer que cette année la Franco-Fête comprendra une Nuit sur l'Etang. Le comité d'animation sociale invite tout le monde à participer à l'organisation de ces festivités (mais oui Marc, Suzanne, Jean, Gaston, Joanne, Lise, ça veut dire vous autres!) Veuillez contacter le bureau de l'A.E.F., ou signalez 675-1151 poste 571 ou 675-3170.

Le Conseil considère augmenter les frais de l'A.E.F. à $30.00 pour l'an prochain. La décision sera prise au mois de janvier. Si vous avez des commentaires veuillez s'il vous plaît nous les faire parvenir.

N'oubliez pas que la secrétaire du Service d'Animation, Nicole Lalonde est maintenant rendue dans le bureau de l'A.E.F. Ses services sont offerts à tous les professeurs, secrétaires, administrateurs ou étudiants du lundi au vendredi de 9h à 17 h. C'est un service de l'Université, servez-vous en!

A bientôt,
Robert Houle
Président de l'A.E.F.

Guy Desmarais
Vice-président.

REBOURS.

Je voudrais m'envelopper
La tête d'une étoile d'or
Et me perdre sans songer
Que j'existe encore...
Retourner au néant,
Me perdre dans l'inconnu!
Voir reculer le Temps.

Ne plus savoir qui je suis,
Ne plus savoir où je suis.
Chercher... et trouver!
Trouver l'ivresse de ma liberté.
Tout! Tout recommencer!
Et recevoir en plein coeur
Une chaude bouffée de vie.
Et enfin peindre sur les murs de l'ennui
Avec beaucoup de couleur
Le paysage-bonheur
Dont mon enfance a rêvé.

Et en plein centre de la vie
Pouvoir t'inventer
A grand bruit!

Enfin renaître
Pour te reconnaître.

Poésie...

Où vivre... où mourir
En ce coin insolite du monde?
Où tout est gris où rien n'est clair.
Entre les sanglots et les rires.

Lit et Rature, 1975



Ah! depuis que j'ai cessé mes traitements hydrothérapiques chez Connerie-Loup, je me sens pas mal vache. J'ai seulement le goût de regarder passer les trains!



Tiens, voilà le vache Vachon. A voir son air de vache, il doit bien ruminer quelque réflexion vacharde.

Quelle vacherie me fera-t-il? Où me trainè-t-il? Si au moins il me laitsait tranquille!



vachillations

Le vache! Pour l'enrager, je vais mettre le boeuf avant la charrue!



REACTIONS...

... A LA REPONSE DE JEAN ST-LOUIS.

C'est bien beau de vouer l'ethnie franco-ontarienne à une "culture des travailleurs". Mais en attendant une révolution marxiste qui n'est pas du tout imminente, c'est nous vouer collectivement à l'impuissance dans le contexte du système actuel qui achève déjà de nous étouffer. "Renforcer... cette culture qui existe déjà" chez les travailleurs, n'est-ce pas renforcer toute cette manière de vivre ou plutôt de subir leur aliénation? Les franco-ontariens peuvent bien valoriser leur travail, mais ils ne trouverons jamais ni ne sentiront jamais dans le matérialisme dogmatique et froid une motivation assez forte pour les porter à agir de façon à récupérer pour eux la force et les fruits de leur travail. Nous avons trop longtemps vécu de nos idéologies qui ont peut-être été des visions bien irréelles mais qui ont toujours répondu à un sentiment vrai et constant, celui de notre appartenance nationale, pour envisager du jour au lendemain une façon tout à fait contraire de s'intégrer dans la réalité. De toute façon, s'engager présentement à vivre "la culture des travailleurs" ne pourrait signifier autre chose pour les franco-ontariens qu'un autre effort de se déculpabiliser, de se complaire dans les propos du quotidien tout aussi insignifiants que les abstractions "religieuses" et pseudo-artistiques que l'on comprend comme "culture". Le problème demeure capital: notre ethnie doit s'engager à redéfinir son concept de culture, d'où pourrait surgir et se déployer une praxis effective d'intégration dans le contexte socio-économique selon ses valeurs et son identité propre.

****

... A LA LETTRE DU PRESIDENT DE L' A.E.F.

Personne ne peut démentir que "ça bouge" à l'A.E.F.... les ébauches de projet se suivent à queue leu leu! Dans la première lettre du président, (dans REACTION le mois passé) on parlait de monter une Nuit sur l'étang le 28 janvier, dans le cadre du Carnaval de l'Université. On parle maintenant du "4 au 11 mars" et d'une "Franco-Fête". On planifie et on replanifie, mais on n'organise pas! IL faudrait se brancher bientôt sinon les activités de l'A.E.F. risquent d'être recoupées par celles des autres groupes qui s'organisent en fonction des dates annoncées par l'A.E.F. Il faudrait un peu de coordination, particulièrement avec le Comité d'Enseignement en Français qui brasse lui aussi certains projets, "Faut s'parler (?)"

****

Je connais une pauvre secrétaire qui risque d'être débordée!

... A L'ARTICLE DE DONALD THIBAULT.

On a raison de sentir que l'université est mal intégrée dans le plan économique de notre société. La présente crise du chômage ne fait qu'amplifier la petite inquiétude sourde de tout étudiant universitaire, particulièrement ceux qui se donnent leur compétence dans les domaines si peu "pratiques" que les Humanités. Pour ma part, j'ai pris bien soin de me désillusionner dès ma première année. Il faut savoir s'inquiéter de sa formation sans s'inquiéter de son avenir!

... AUX PROPOS DE M. WAYNE MOGENSEN

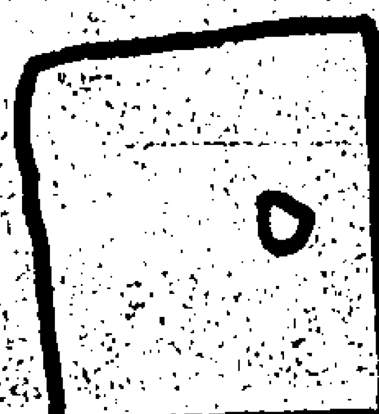
Il y a eu une hausse, proportionnelle et effective, du nombre de francophones inscrits à la Laurentienne cette année; il faut s'en réjouir. Cependant, après l'an passé, où la proportion de francophones à la Laurentienne a été la plus faible qu'on ait jamais connu, la hausse de cette année est un encouragement encore bien tiède. A sa fondation en 1961, l'Université comptait une majorité de francophones, puisqu'elle s'édifiait sur les ressources et les effectifs de l'Université de Sudbury. Depuis, la proportion de francophones a diminuée d'année en année. A un moment donné l'Ecole Normale s'est affiliée à l'Université: le chiffre des francophones a dorénavant inclu ceux-ci. Mais si on considère le noyau proprement universitaire, c'est-à-dire le nombre de francophones qui inscrivent à la Laurentienne en vu d'obtenir un diplôme au niveau du baccalauréat ou de la maîtrise,(on fait abstraction des étudiants de l'Ecole Normale) la proportion des étudiants francophones atteignait à peine 9% l'an passé.

. . .

En ce qui concerne la définition proposée pour le bilinguisme idéal de l'Université Laurentienne, il me semble que le parallelisme absolu des programmes est une utopie, et pire, un mensonge perpétué d'année en année de façon à écarter d'autant plus facilement tout projet de restructuration de l'élément académique francophone par les francophones et selon les intérêts de la communauté francophone. L'expérience de la direction qu'a prise l'évolution de la Laurentienne au cours de ces 15 dernières années prouve le peu de sérieux que l'on peut accorder à un idéal paralleliste.

Il est grandement temps de nous parler d'autre chose.

ENTRE-DEUX . ENTREPOT ?







ON PARLE DE L'ANGOISSE DES AUTEURS DEVANT LA PAGE BLANCHE.
SI ON PARLAIT DE CELLE DE LA PAGE BLANCHE QUAND LES AUTEURS DEVISSENT LEUR PLUME.

FELIX